

LE BANGLADESH À L'HEURE DES INCERTITUDES : DURCISSEMENT POLITIQUE ET RÉPLIQUES ÉCONOMIQUES



LAURENT AMELOT

NOTE D'ACTUALITÉ 100, FEVRIER 2026



L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées, un centre d'actions et une école de formation. Libéral-conservateur, libre et indépendant, il est basé à Paris et Bruxelles.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

91, rue du Faubourg Saint-Honoré
F-75 008 Paris

Bruxelles

Clos des Salanganes, 5
B-1150 Bruxelles

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

LE BANGLADESH À L'HEURE DES INCERTITUDES : DURCISSEMENT POLITIQUE ET RÉPLIQUES ÉCONOMIQUES



LAURENT AMELOT

NOTE D'ACTUALITÉ 100, FEVRIER 2026

Laurent Amelot est diplômé de l’Institut Libre des Relations Internationales et des Sciences Politiques (ILERI) et titulaire d’un Master 2 en sécurité internationale et défense de l’Université Lyon 3 (CLESID) et en géographie-aménagement du territoire de l’Université Paris 4 Sorbonne. Il a été rédacteur en chef de la revue Outre-Terre et, en 1997, lauréat du prix Amiral Daveluy. Il est aujourd’hui chargé d’enseignement à l’ILERI et à l’Université Paris-Saclay et membre du groupe de réflexion Asie21. Il consacre ses travaux à l’Asie du Sud à l’Asie du Sud-est et s’intéresse également à la Chine, à sa politique étrangère et tout particulièrement à la dimension maritime de sa stratégie de puissance. Au sein de l’équipe de recherche de l’Institut Thomas More, il contribue au programme de recherche « L’Indo-Pacifique à l’épreuve des ambitions chinoises » •

Sommaire

Résumé	6
Introduction	7
Répondre aux exigences de la révolution de la mousson	9
La chute du Sheikh Hasina et la disqualification politique de la Ligue Awami	10
Le gouvernement intérimaire et la question de la charte politique	11
Les enjeux des élections de février 2026	13
Affronter un environnement économique de plus en plus incertain	15
Un pays à l'économie fragilisée, sous la surveillance du FMI	15
La question des réformes structurelles	17
L'industrie du textile confrontée à la hausse des droits de douane américains	19
Navigner dans les eaux troubles de la géopolitique régionale	21
L'Inde, l'indispensable partenaire mis sous pression	21
Le Pakistan et la délicate question du rééquilibrage des rapports à l'Inde	22
La Chine, un outsider puissant en observateur attentif	23
Conclusion	24
Scénario d'échec du processus de consultation électorale	24
Scénario politique, élections de février 2026	25



Résumé

Le Bangladesh, laboratoire des recompositions politiques à l'œuvre en Asie du Sud • La région connaît une profonde recomposition politique, portée par des mouvements de jeunesse et un rejet des élites, amplifiés par les réseaux sociaux. L'affaiblissement des structures de pouvoir traditionnelles entraîne l'émergence de nouveaux acteurs mais aussi une instabilité durable, nourrie par des difficultés économiques, des attentes sociales fortes et des capacités étatiques limitées. Le Bangladesh illustre ces dynamiques : après des décennies de domination bipartisane et une phase de stabilité relative sous la Ligue Awami, le soulèvement de 2024 a ouvert une période de forte incertitude politique. Sur le plan économique, le principal défi du gouvernement intérimaire est désormais de restaurer la confiance des investisseurs et partenaires commerciaux.

Répondre aux exigences de la révolution de la mousson • Le mouvement de juillet 2024, né de la contestation étudiante contre un système de quotas rétabli par la Cour suprême, se transforme en soulèvement national contre la corruption, le favoritisme et la vie chère, provoquant la chute de Sheikh Hasina le 5 août. Sa fuite ouvre une phase d'instabilité profonde. Muhammad Yunus est nommé conseiller principal pour diriger un gouvernement intérimaire chargé d'organiser les élections et d'élaborer une charte politique. Le pouvoir entreprend la marginalisation de la Ligue Awami, tandis que des poursuites pour crimes contre l'humanité sont engagées contre Hasina, aggravant les tensions avec l'Inde. Parallèlement, la Commission nationale du consensus élabore une charte de réformes institutionnelles, soutenue par de nombreux partis mais contestée par le PCN et d'autres formations. L'annonce d'élections en février 2026 répond à la pression populaire et internationale, mais les rivalités politiques et l'héritage d'élections contestées pèsent lourdement sur la transition démocratique.

Se confronter à un environnement économique de plus en plus incertain • L'économie du Bangladesh, longtemps tirée par le secteur du prêt-à-porter et marquée par une croissance soutenue, révèle depuis 2024 ses fragilités structurelles. La crise politique consécutive aux manifestations étudiantes, l'instabilité institutionnelle et la chute du gouvernement ont affaibli la confiance des investisseurs, aggravant une situation déjà dégradée par l'inflation élevée, le système bancaire fragilisé et la faible diversification des exportations. Le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance et conditionne ses aides à des réformes fiscales, bancaires et monétaires ambitieuses, que le gouvernement intérimaire tente d'engager. Malgré quelques signes de reprise — hausse des exportations, des transferts de fonds et stabilisation des réserves — l'économie reste sous pression. Le relèvement des droits de douane américains accentue les risques pour le secteur textile, pilier des exportations. Ces tensions, combinées à un climat politique instable, pèsent sur l'attractivité du pays et compliquent la mise en œuvre des réformes essentielles à sa stabilité.

Naviguer dans les eaux troubles de la géopolitique régionale • La chute de Sheikh Hasina en 2024 a fait évoluer la situation géopolitique du Bangladesh, fragilisant son lien privilégié avec l'Inde. Le gouvernement intérimaire de Muhammad Yunus cherche à jouer de la compétition entre Inde, Pakistan et Chine. L'Inde, affaiblie, craint une montée de l'influence pakistanaise et chinoise, notamment en matière de sécurité et d'infrastructures. Le Pakistan renforce ses liens politiques, commerciaux et sécuritaires avec Dacca, tandis que la Chine étend sa présence via investissements, projets d'infrastructure et coopération économique. Malgré ces rééquilibrages, le Bangladesh doit maintenir une coopération pragmatique avec l'Inde, partenaire économique et sécuritaire essentiel.

Le Bangladesh à l'heure des incertitudes • Le bouleversement consécutif à l'exil de Sheikh Hasina en 2024 et la recomposition politique bangladaise qui s'en est suivie, alimentent une forte instabilité et des incertitudes économiques. Les élections de 2026, encadrées par une Charte politique non contraignante, n'offrent aucune garantie de réforme. Un report du scrutin pourrait provoquer impasse politique, intervention militaire et fuite des investisseurs. Le manque de prévisibilité politique qui assombrît les perspectives macroéconomiques et le risque de perte de compétitivité économique due à la fragilisation de l'État de droit inquiètent milieux d'affaires et observateurs internationaux.



Introduction

L'Asie du Sud connaît, depuis le début des années 2020, des vagues de mouvements politiques qui remodèlent les structures de pouvoir locaux et la gouvernance associée. La dynamique croissante des mouvements de jeunesse et anti-élites dans cette région démontre que les transitions politiques sont loin d'être achevées. À mesure que les structures traditionnelles de pouvoir s'affaiblissent, de nouveaux acteurs politiques émergent. Les gouvernements sont soumis à une pression croissante pour faire preuve de responsabilité démocratique et produire de la croissance économique malgré les contraintes budgétaires, ce qui ne cesse d'accentuer le risque d'instabilité politique et d'une répartition inégale des bénéfices. Par conséquent, ces changements sont susceptibles de remodeler l'ordre politique régional, en favorisant une plus grande participation citoyenne et des réformes institutionnelles, tout en mettant à rude épreuve la capacité des gouvernements à maintenir la cohésion sociale et à obtenir des résultats politiques cohérents.

Le mécontentement envers les élites dirigeantes et le système politique, d'une part, les faiblesses d'une économie fragile, minée par le chômage et la mauvaise gestion, de l'autre, ont été l'étincelle qui, grâce aux médias sociaux, a déclenché une mobilisation de masse et impulsé un changement politique dans tous les pays d'Asie du Sud. Ces griefs constituent les principaux catalyseurs des réformes, alimentant les efforts visant à lutter contre la corruption et à reconstruire des institutions indépendantes.

Aussi, l'instabilité générée par ces phénomènes risque de rester une caractéristique persistante de la politique sud-asiatique pour les années à venir. Si les élites en place et les dirigeants dynastiques seront confrontés à une pression croissante pour gouverner avec plus de responsabilité, leur éviction ou leur affaiblissement n'élimine pas les risques. En effet, le remodelage des alliances politiques et l'émergence de nouveaux acteurs ouvrent la voie à de nouvelles formes de polarisation politique, à une incertitude accrue dans l'élaboration des politiques publiques et à des frictions sociales plus larges, à mesure que de nouveaux centres de pouvoir émergent et se disputent l'influence, tant avec ceux qu'ils remplacent qu'entre eux. Les déficits budgétaires persistants et les contraintes économiques limiteront la capacité des gouvernements à tenir leurs promesses et, par conséquent, à répondre aux attentes du public. Parallèlement, ces mouvements sont susceptibles d'accélérer les efforts de démocratisation des institutions, de réforme des structures politiques et de décentralisation du pouvoir, garantissant ainsi que les futurs dirigeants ne puissent pas s'appuyer uniquement sur le clientélisme ou les réseaux établis. Bien que ces évolutions puissent, en théorie, engendrer des changements positifs, elles mèneront inévitablement à de nouveaux conflits quant à la détention du pouvoir et à son exercice.

Par conséquent, ces tendances laissent entrevoir que le paysage politique de l'Asie du Sud entre dans une période de contestation de l'autorité et de participation citoyenne accrue, avec des implications à long terme pour la gouvernance, les politiques publiques et la cohésion sociale. Si l'issue de ces processus demeure incertaine, il paraît probable que la région continuera, à moyen terme, de faire face à d'importants défis, associés aux rivalités politiques, à l'évolution des structures de pouvoir et aux pressions économiques.

Le Bangladesh est à l'avant-garde de ce mouvement de contestation. Jeune État, classé au neuvième rang des pays les plus peuplés au monde (1) et situé au cœur du golfe du Bengale, limitrophe de l'Inde et de la Birmanie, il a obtenu son indépendance au prix d'une sanglante guerre de sécession contre le Pakistan, avec le soutien de l'Inde, en 1971, avant de vivre sous la domination polarisée de deux partis majeurs, la Ligue Awami, d'inspiration nationaliste bengalie, acteur majeur de l'accession à l'indépendance et proche de l'Inde,

(1) Gilles Pison, Svitlana Poniakina, « Tous les pays du monde (2024) », *Population et Société*, n° 626, octobre 2024.



et le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), d'obédience islamiste, foncièrement anti-indien et favorable à un rapprochement avec la Chine, voire le Pakistan, sous la pression de certains de ses alliés, en particulier le Jamaat-e-Islami, qui entretient des relations étroites avec certaines composantes de l'appareil d'État pakistanaise.

Si le mouvement de contestation de juillet 2024 traduit l'espoir d'un changement dans un contexte de mutations sociales profondes, il fait, aussi et surtout, entré le Bangladesh dans une phase d'incertitude, empreinte d'instabilité politique, sociale et économique, qui contraste avec la période de relative stabilité inaugurée en 2019 avec le retour au pouvoir de la Ligue Awami et Sheikh Hasina. En dépit d'un autoritarisme certain, cette quasi double décennie, a permis au Bangladesh de consolider son économie autour d'un secteur clé, le textile, dessinant les contours d'un environnement des affaires favorable aux investissements étrangers, qu'ils soient occidentaux, indiens et chinois, valorisant l'attractivité du « modèle bangladais », malgré ses fragilités structurelles, que le FMI scrute avec attention.

La phase ouverte en juillet-août 2024 inverse cette tendance, en dépit de statistiques globalement moins négatives. Aussi, tout l'enjeu pour le gouvernement intérimaire est de rétablir la confiance des investisseurs, inquiets des répliques économiques de la fragilisation politique du pays, et des partenaires commerciaux à l'heure où l'administration américaine, de plus, mène une « guerre » des droits de douane au monde, dont les effets sur l'économie bangladaise pourraient être dramatiques.



Répondre aux exigences de la révolution de la mousson

Début juillet 2024, après une décision de la Cour suprême rétablissant un système, aboli en 2018, de quotas controversé, à la suite d'une requête de proches d'anciens combattants (1), des manifestations étudiantes éclatent, se transformant progressivement, à partir de la mi-juillet, en un vaste mouvement antigouvernemental, protestant contre le favoritisme dans l'attribution des emplois gouvernementaux, mais plus largement contre la corruption, la répression de la dissidence et le coût élevé de la vie. La répression organisée par les autorités ne dissuade pas les manifestants et Sheikh Hasina, première ministre depuis 2009 et chef de la Ligue Awami, est contrainte de démissionner le 5 août 2024, s'exilant en Inde (2).

Avec la chute de Sheikh Hasina, le Bangladesh entre dans une phase d'instabilité politique majeure, qu'il est urgent d'éteindre. Après de rapides consultations entre le chef de l'armée, le général Waker-uz-Zaman, le président, Mohammed Shahabuddin, et les principaux partis d'opposition (3), Muhammad Yunus est nommé conseiller principal, poste équivalent à celui d'un premier ministre (4). Il prête serment le 8 août 2024. Si ses missions prioritaires sont de former un gouvernement intérimaire chargé de préparer de nouvelles élections et de rédiger une charte politique, véritable feuille de route de réformes constitutionnelles visant à répondre au mécontentement de la population (5), il s'agit aussi de traduire devant la justice, Sheikh Hasina, l'une de ses adversaires politiques les virulentes, tout en éliminant du paysage politique son parti, la Ligue Awami, offrant ainsi au Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) et à ses alliés islamistes une place centrale dans le futur paysage politique bangladais.

(1) Ce système réservait 30 % des emplois publics aux membres des familles des vétérans ayant combattu lors de la guerre d'indépendance du Bangladesh en 1971. Il réservait également des emplois aux minorités, aux personnes handicapées et aux femmes. Toutefois, les manifestants étaient surtout indignés par les avantages accordés aux anciens combattants, considérés comme politiquement proches du gouvernement de la Ligue Awami (AL) dirigé par Sheikh Hasina. Malgré la répression violente des manifestations et la réduction du quota d'emplois réservés aux descendants d'anciens combattants de 30 % à 5 %, ces mesures n'ont pas apaisé la colère des manifestants.

(2) Fille de Sheikh Mujibur Rahman, fondateur du Bangladesh, Sheikh Hasina est issue d'une famille extrêmement influente. Elle a occupé le poste de Première ministre de 1996 à 2001, puis de 2009 à 2024. Son second mandat a été marqué par une croissance économique substantielle et des initiatives de développement, notamment d'importants projets d'infrastructure. Son mandat a toutefois été marqué par la controverse, avec de fréquentes allégations d'autoritarisme, de répression de la dissidence politique et de violations des droits de l'homme.

(3) En particulier le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) et ses alliés le Parti Jatiya et le parti Jamaat-e-Ismali (JI).

(4) La nomination de Muhammad Yunus comme conseiller principal participe d'une double volonté de la part de l'armée bangladaise, acteur important de la vie politique locale : placer une figure crédible à un poste politiquement sensible pour répondre aux revendications des étudiants manifestants par la nomination de leur candidat de prédilection et rassurer les observateurs nationaux et internationaux quant à l'engagement du gouvernement intérimaire en faveur d'une gouvernance équitable et de réformes. La réputation de Yunus, lauréat du prix Nobel, et son engagement en faveur de l'entrepreneuriat social sont des gages destinés à apaiser le mécontentement et les troubles sociaux. De plus, n'étant affilié à aucun parti, Yunus est perçu comme un médiateur capable de concilier les différentes factions politiques et de gérer la période de transition en privilégiant la stabilité économique et sociale. Toutefois, Yunus est aussi un féroce opposant à Sheikh Hasina, avec laquelle il a eu par le passé différents contentieux : en 2011, le gouvernement de Sheikh Hasina l'a destitué de la direction de la Grameen Bank, prétextant qu'il avait dépassé l'âge légal de la retraite, fixé à 60 ans. En janvier 2024, il est condamné à six mois de prison pour infractions au droit du travail. En juin, il a été inculpé de détournement sur le fonds de prévoyance sociale des employés d'une entreprise de télécommunications qu'il avait créé. S'il nie toutes les accusations, l'animosité de Sheikh Hasina envers lui trouve son origine dans sa tentative d'entrer en politique en 2007, lorsqu'il annonça la création d'un parti politique perçu comme une contestation directe de l'ordre politique établi. Bien qu'il ait finalement renoncé à la vie politique, cette initiative a laissé des traces durables dans sa relations avec Hasina.

(5) Le gouvernement intérimaire est composé de 17 membres désignés comme conseillers. Il comprend des défenseurs des droits humains, des juristes, des fondateurs d'ONG, des économistes, des universitaires, un officier militaire à la retraite et deux coordinateurs importants du mouvement étudiant.



La chute du Sheikh Hasina et la disqualification politique de la Ligue Awami

La fuite de Sheikh Hasina en Inde met fin à 15 ans de règne ininterrompu de la ligue Awami et provoque, sous la pression populaire, la démission de nombre de ses soutiens. Le président de la Cour suprême du Bangladesh, Obaidul Hassan, considéré comme un fidèle de l'ancienne première ministre Sheikh Hasina, est contraint de quitter ses fonctions le 10 août, tout comme cinq autres juges de la Cour suprême, le vice-chancelier de l'Université de Dacca et le gouverneur de la Banque du Bangladesh, Abdur Rouf Talukder, participant d'une large restructuration politico-administrative destinée à réduire, sinon à éliminer, l'influence de la Ligue Awami dans la vie politique bangladaise et à garantir un processus judiciaire plus équitable. Cette purge se confirme en octobre 2024 lorsque la branche étudiante de la Ligue Awami, la Ligue étudiante du Bangladesh (*Bangladesh Chhatra League*) est dissoute, puis en novembre, avec la révocation de l'accréditation de plus de cinquante journalistes, considérés comme favorables aux thèses la Ligue Awami. Finalement, le 11 mai 2025, le gouvernement intérimaire décrète officiellement que la Ligue Awami ne pourra présenter de candidats aux prochaines élections, prévues pour 2026, et qu'il lui est désormais interdit de mener des activités politiques. Ces décisions sont motivées par la nécessité de préserver l' « ordre public » et prises sur le fondement de l'*Antiterrorism Act*, adopté en 2009, sous le gouvernement de Sheikh Hasina et amendé en 2025 pour réprimer la Ligue Awami. Trois mois plus tôt, des manifestants, protestant contre Sheikh Hasina, ont détruit la résidence où son père, fondateur du Bangladesh, avait été assassiné, le 15 août 1975, provoquant un certain malaise dans une partie de la population bangladaise. Ces décisions interpellent également au sein de la classe politique bangladaise. Si le Parti national des Citoyens (CNP) demande que justice soit rendue avant les élections de février 2026, le BNP veut déconnecter le processus électoral du temps judiciaire. En effet, afin d'éviter que ce nouveau parti, le CNP, se dote d'une base électorale solide et le concurrence singulièrement, le BNP aspire à une élection rapide. A l'échelle internationales, diverses ONG, dont *Human Right Watch*, se sont inquiétées des dérives du gouvernement intérimaire, ces décisions constituant selon elles, une atteinte aux libertés fondamentales et une manœuvre aux accents politiques qui ne le distingue guère des autorités précédentes. Certains opposants à la Ligue Awami et à Sheikh Hasani, se sont également interrogés, qualifiant ces mesures d'« antidémocratiques ».

En parallèle, le 14 août 2024, une plainte pour crime contre l'humanité et crime de génocide est déposée auprès du Tribunal international des crimes du Bangladesh (TIP), à Dacca, tribunal spécial créé par Sheikh Hasina elle-même, en 2009, pour juger des crimes les plus graves, notamment ceux qui se sont produits lors de la guerre d'indépendance de 1971, contre l'ancienne première ministre bangladaise afin qu'elle réponde de sa responsabilité dans la répression des manifestations entre le 15 juillet et le 5 août 2024, l'Onu estimant à 1 500 le nombre de morts lors de ces tragiques événements. A l'issue de ses investigations, le TIP a émis des mandats d'arrêt contre Sheikh Hasina, ainsi que contre plusieurs anciens ministres, conseillers et responsables militaires et civils, les accusant officiellement de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide, avant d'adresser une note diplomatique, fin 2024, à Delhi afin d'obtenir son extradition. Cette manœuvre a singulièrement tendu les relations entre Dacca et Delhi, déjà détériorées par la fuite de Sheikh Hasina en Inde, le gouvernement intérimaire bangladais avertissant Delhi que son refus d'extrader l'ancienne première ministre serait interprétée comme une violation du traité d'extradition bilatéral de 2013. Au regard de la proximité politique entre la ligue Awami et le BJP, d'une part, entre Sheikh Hasina et Narendra Modi, de l'autre, la perspective de voir cette requête aboutir était quasiment nulle, Delhi pouvant, par ailleurs, s'appuyer sur une disposition du traité de 2013, l'autorisant à refuser l'extradition si le crime est jugé de « nature politique ». Ce qui fût fait.

La décision prise par le TIP, le 17 novembre 2025, de condamner à mort par contumace l'ancienne première ministre Sheikh Hasina, conformément aux réquisitions du parquet général, était attendue. Delhi a pris acte



du verdict, déclarant être attaché aux intérêts supérieurs du bangladais, sans toutefois entrouvrir la perspective d'une extradition. Toutefois, de nombreuses ONG en défense des droits de l'homme et des libertés, dont Amnesty International, ont dénoncé le caractère politique de cette décision judiciaire, qui traduit le peu d'indépendance de la justice bangladaise et la faiblesse, sinon l'absence de contre-pouvoirs.

Ce verdict, à l'échelle intérieur, galvanisent partisans de Sheikh Hasina et militants de la Ligue Awami, qui, tout en restant relativement discrets en ces temps incertains, conduiront probablement des actions destinées à perturber le bon déroulement du processus électoral, début 2026, aggravant l'instabilité ambiante ; les militants de la Ligue Awami ayant pris acte que les autorités intérimaires leur été fermement opposées, n'hésitant pas à les réprimer si nécessaire.

Le gouvernement intérimaire et la question de la charte politique

Les manœuvres du gouvernement intérimaire dirigé par Muhammed Yunus destinées à disqualifier la Ligue Awami ont progressivement replacer au centre du jeu politique le BNP et ses alliés islamistes, leur offrant la possibilité de peser sur les orientations de la Commission nationale du consensus, créée à la mi-février 2025, pour rédiger la Charte politique du Bangladesh, feuille de route consensuelle, destinée à remodeler la structure juridique et administrative du paysage politique bangladais. Toutefois, avec la création, le 28 février 2025, du Parti national citoyen (CNP), par des étudiants ayant participé au soulèvement de juillet 2024, dont Nahdi Islam, ancien conseiller au sein du gouvernement intérimaire, le BNP voit rapidement se dessiner un nouveau, potentiellement redoutable concurrent pour les élections de février 2026. En effet, le CNP semble bénéficier de certaines faveurs de la part du gouvernement intérimaire et de l'oreille de la Commission national du consensus, du fait que certains de ses dirigeants ont joué un rôle clé dans les manifestations de juillet 2024 et entretiennent des liens avec certaines associations associées au gouvernement intérimaire, même s'il est un parti structurellement distinct du gouvernement intérimaire.

S'ils sont tous les deux associés au gouvernement intérimaire, le BNP et la CNP divergent tant sur le plan idéologique que sur celui de la réforme constitutionnelle. Le BNP est plutôt favorable au maintien du cadre constitutionnel actuel. Il soutient la durée actuelle du mandat parlementaire, quinquennale, et s'oppose aux propositions de réforme visant à séparer les fonctions de chef du parti et de chef du groupe parlementaire. À l'inverse, le **CNP** considère la structure actuelle comme fondamentalement défaillante et plaide pour des réformes constitutionnelles profondes dans le cadre d'une « Seconde République ». Il est favorable à la réduction du mandat parlementaire à quatre ans et soutient la séparation de la direction du parti et de la direction du groupe parlementaire afin d'éviter la concentration du pouvoir. Tandis que le BNP cherche à restaurer et à améliorer les normes démocratiques par une réforme institutionnelle modérée, le PCN souhaite une restructuration plus radicale de l'ordre politique. Les dirigeants du **CNP** estiment que les objections du BNP pourraient bloquer le processus de réforme, empêchant des changements significatifs et rendant inefficaces les manifestations étudiantes.

C'est dans ce contexte que la Charte nationale de juillet est signée le 17 octobre 2025 par 25 partis et alliances politiques, dont le BNP et le Jamaat-e-Islami. Toutefois, trois jours plus tard, le 20 octobre, la Commission nationale du consensus recevait une délégation de 13 « combattants de juillet » qui réclamait une protection juridique et sociale pour les manifestants de l'été 2024 ; ces revendications faisant suite aux manifestations débutées le 17 octobre devant le Parlement, qui a été le théâtre d'affrontements. En réponse à ces troubles, le gouvernement a cédé et la Commission nationale du consensus a revu sa copie, intégrant les revendications, afin de faire cesser les troubles.



La Charte nationale de juillet a été élaborée par la Commission nationale du consensus. Elle rassemble les propositions de six organes de réforme couvrant la constitution, le système judiciaire, le système électoral, la commission anticorruption et l'administration publique. Elle vise à renforcer la responsabilité, la transparence et la gouvernance démocratique, et à prévenir un retour à la concentration du pouvoir observée sous le règne de Sheikh Hasina. La charte prévoit notamment l'instauration d'un parlement bicaméral en remplacement du système monocaméral actuel et limite à dix ans la durée du mandat de Premier ministre – deux mesures qui nécessitent des réformes constitutionnelles. Elle propose également la création d'un organe indépendant chargé de superviser la nomination des juges, une mesure visant à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et à réduire l'influence politique. Aussi, cette charte s'inscrit dans un effort plus large d'apaisement des frustrations de la population et de restauration de la confiance dans les principaux partis politiques, confrontés à un mécontentement croissant depuis le soulèvement de 2024.

Cependant, tous les partis n'ont pas signé le document. Le PCN et quatre partis de gauche n'ont pas participé à la signature de la Charte au motif qu'elle n'était pas juridiquement contraignant et n'offrait donc aucune garantie que les futurs gouvernements respecteraient ses dispositions. La Ligue Awami se désolidarise elle-aussi de cette Charte. En effet, ce manque de force exécutoire souligne le caractère essentiellement symbolique de cette charte, malgré son statut d'accord politique historique. La plupart des partis adhéreront probablement aux dispositions de la charte en raison du large consensus politique dégagé lors des consultations et du risque de représailles politiques en cas de non-respect. Cependant, la sincérité de cet engagement demeure incertaine. Certains partis pourraient afficher leur soutien avant les élections tout en se préparant à contester ultérieurement l'applicabilité de la feuille de route ou à invoquer la priorité d'autres enjeux nationaux, rendant difficile toute prévision quant à la pleine mise en œuvre des réformes. Si le nouveau gouvernement ne procède pas aux amendements constitutionnels et n'intègre pas les réformes proposées, ou s'il tarde à les mettre en œuvre, cela pourrait déclencher de nouvelles manifestations et aggraver l'instabilité politique. Certaines réformes proposées sont générales et fondées sur des principes, mais dépourvues de directives de mise en œuvre détaillées ou d'échéancier, ce qui risque d'entraîner des interprétations divergentes selon les partis.

Néanmoins, la signature de cette Charte traduit la réalisation d'un objectif clé pour le gouvernement intérimaire, qui cherchait à obtenir le soutien des partis politiques aux politiques qu'elle contient avant les élections de février 2026 (1). L'objectif était de garantir que la prochaine administration poursuive son programme de réformes, en particulier les mesures nécessitant des amendements constitutionnels ; le gouvernement intérimaire ayant choisi de ne pas avancer lui-même ces amendements en l'absence de parlement. En obtenant dès maintenant des engagements des partis politiques, il espère préparer le terrain pour que ces réformes soient adoptées une fois le nouveau parlement formé.

(1) Le BNP, en particulier, a émis de fortes objections à plusieurs dispositions, avant d'indiquer qu'il ne signerait que si ses préoccupations étaient prises en compte...



Les enjeux des élections de février 2026

La signature de la Charte nationale s'est produite à un moment particulier de la vie politique de transition du Bangladesh. En effet, quelques mois plus tôt, est annoncée officiellement la tenue des premières élections de l'ère post-Sheikh Hasina ; le Bangladesh entrant alors dans une phase politique intense, incertaine et pleine d'espoirs.

Sous la pression croissante des partis politiques, du monde des affaires et de l'armée qui réclamaient un scrutin rapide, face à une observation accrue, tant nationale qu'internationale, et à la crainte que de nouveaux retards ne provoquent des troubles plus graves, le secrétaire principal de la Commission électorale, Akhtar Ahmed, a présenté, à l'approbation du gouvernement intérimaire, le 18 août 2025, un projet de feuille de route décrivant les préparatifs du futur scrutin. Une fois cette feuille de route validée, l'administration intérimaire a annoncé que les élections se dérouleraient en février 2026.

Yunus semble avoir cédé aux pressions croissantes en faveur de l'énoncé d'un calendrier électoral clair et précis. L'annonce des élections pour février 2026 intervient dans un contexte de frustration grandissante face aux atermoiements du gouvernement intérimaire en matière de réformes, les promesses tardant à se transformer en actes concrets. Nombreux sont les militants issus des manifestations de juillet 2024 qui espéraient l'instauration rapide d'un système politique plus démocratique, afin de prévenir le risque de retour aux dérives autoritaires. Le gouvernement a tenu certains de ses engagements, en prenant des mesures, comme la réforme des cadres judiciaire et policier ou la création de commissions pour la restructuration des agences anticorruption.

Cependant, le calendrier de cette transition politique restait incertain, Yunus ayant souligné à plusieurs reprises que les réformes électorales constituent un prérequis minimal à la tenue d'élections. Ces réformes comprennent la nomination de nouveaux membres de la Commission électorale et la mise en œuvre de mesures visant à renforcer l'indépendance et l'autorité de cette commission, notamment par l'amélioration de l'inscription des électeurs et le renforcement des garanties contre la fraude. Le gouvernement intérimaire a jusqu'à présent nommé une nouvelle Commission électorale, mis en place des organes de réforme et élaboré une charte des réformes. Cependant, des changements plus profonds, tels que le renforcement de l'indépendance de la commission, l'amélioration de l'inscription des électeurs et l'ajout de garanties contre la fraude, restent en suspens.

Rappelons, toutefois, que le Bangladesh a une longue histoire d'élections contestées. La Ligue Awami et le Parti nationaliste du Bangladesh ont été tous deux accusés de manipulation du processus, de répression de leurs rivaux et d'instrumentalisation des institutions étatiques à des fins politiques au cours des 55 dernières années. Ces allégations d'intimidation des électeurs et d'influence sur la Commission électorale ont maintes fois sapé la confiance dans le système électoral.

Aussi, bien que le Bangladesh demeure vulnérable aux retards électoraux en raison des réformes en cours et des difficultés logistiques, Yunus aspire à tenir sa promesse d'organiser des élections en février 2026 afin d'éviter une exacerbation des tensions politiques. Ceci atténuerait la pression de l'opposition et, par conséquent, ouvrirait la voie à un parlement fonctionnel et à une plus grande stabilité politique.

Si cela peut réduire le risque de troubles antigouvernementaux à court terme, d'importants défis subsistent. La feuille de route de la Commission électorale, qui doit couvrir la mise à jour des listes électorales, le découpage des circonscriptions, l'impression des bulletins de vote, le déploiement du personnel des bureaux de vote et les mesures de sécurité, nécessitera une coordination minutieuse pour être finalisée. Cet engagement est conforté par les préparatifs actifs de la Commission électorale et par le plan de soutien de quatre millions d'euros de l'Union européenne, qui contribuera au renforcement des capacités, à l'expertise,



à une planification efficace et au renforcement des mécanismes de règlement des différends. La tenue d'élections au Bangladesh constituera une étape cruciale vers le rétablissement d'un système démocratique fonctionnel. Elle permettra à un parlement pleinement opérationnel de débattre et d'adopter des lois, de contrôler l'exécutif et de mettre en œuvre des réformes. Bien que des divisions entre les partis politiques puissent persister, des élections crédibles offriront l'opportunité de légitimer une nouvelle forme de gouvernance, de dégager un consensus sur les réformes essentielles et de donner au prochain gouvernement un mandat clair pour gouverner efficacement.

Aussi, les élections de février 2026 s'apparentent à une chronique de victoire annoncée pour le BNP. Toutefois, au-delà du fait que le résultat d'élections n'est jamais acquis à l'avance, le décès, le 30 décembre 2025, de Khelada Zia (1), est-il susceptible de remettre en question ce scénario ? Si le BNP dispose d'une assise politique largement établie sur l'ensemble du territoire, la perte de sa figure emblématique, immédiatement remplacée par son fils Tarique Rahman, de retour d'un exil volontaire de dix-sept ans en Grande-Bretagne, le 25 décembre 2025, est-elle susceptible de le fragiliser ? D'autant que le BNP est désormais confronté à son ancien allié, le Jamaat-e-Islami, dont la montée en puissance est singulière et le poids dans la vie politique bangladaise croissant. L'alliance de ce dernier avec le CNP peut, dans ce contexte, rendre le résultat du scrutin plus incertain. Toutefois, cette alliance entre le Jamaat-e-Islami et le CNP est controversée et ressemble fortement à un rapprochement de circonstance. La philosophie politique et l'idéologie de ces deux partis sont singulièrement divergentes et cette décision a provoqué de multiples crispations chez les deux « partenaires ». Si ces évolutions peuvent, finalement, être favorables au BNP, la question de la relève politique au sein du parti nationaliste reste posée, l'expérience politique de Tarique Rahman est faible et sa connaissance intime du Bangladesh après dix-sept années d'exil volontaire peut interroger.

Ainsi, la capacité à répondre aux aspirations croissantes d'une population frustrée et d'un milieu des affaires dubitatif est posée. Si la charte nationale de juillet apporte quelques éléments de réponses, sa transformation en mesures politiques concrètes constitue l'enjeu de politique intérieure majeur. Le vainqueur des élections de février 2026 sera attendu sur ce point.

(1) Femme politique bangladaise, rivale de Sheik Hasina, présidente du Parti Nationaliste du Bangladesh (BNP) de 1984 à son décès et Première ministre de 1991 à 1996, puis de 2001 à 2006. Elle sera accusée et condamnée pour corruption puis emprisonnée entre 2018 et 2024. Libérée à l'été 2024, dans le prolongement de la fuite de Sheik Hassina, en Inde, Khaleda Zia se replaçait progressivement au centre du paysage politique bangladais. A l'annonce, en août 2025, par le gouvernement intérimaire, de l'organisation d'élections pour février 2026, Khaleda Zia s'était portée candidate et a pris la tête de la liste de son parti, le BNP.



Affronter un environnement économique de plus en plus incertain

Au cours des quatre derniers mandats de Sheikh Hasina (2009-2024), l'économie du Bangladesh a connu une croissance annuelle moyenne de plus de 6 %, participant à une réduction considérable de la pauvreté et permettant à plus de 95 % de la population de bénéficier d'un accès à l'électricité. Cette croissance a été largement alimentée par l'industrie du prêt-à-porter. Cette tendance fut positive, même si elle était aussi source de fragilité, le Bangladesh définissant son économie autour d'une structure mono-sectorielle largement influencée par les contraintes extérieures, et les aléas politiques et sociaux internes. Toutefois, cette tendance a été fragilisée par les incertitudes consécutives aux manifestations de l'été 2024, conjuguée à la décision de l'administration Trump d'imposer des droits de douane de l'ordre de 35 % sur les produits importés du Bangladesh. Les conséquences économiques associées à ces évènements sont loin d'être négligeables et leur impact sur l'environnement des affaires bangladais, nullement anodin.

Un pays à l'économie fragilisée, sous la surveillance du FMI

Le Bangladesh a connu une croissance économique soutenue (plus de 6 % par an en moyenne ces dernières années), culminant à 8 % en 2019. Ce dynamisme a permis de réduire fortement la pauvreté (taux divisé par deux en vingt ans) et de quadrupler le PIB par habitant pour atteindre environ 2700 USD en 2025 (1). Le secteur du prêt-à-porter a particulièrement prospéré : il représente 13 % du PIB et fournit 85 % des recettes d'exportation du pays sur l'exercice 2023-24. La croissance s'est accompagnée d'une amélioration des indicateurs socio-économiques et la résilience de l'économie s'est traduite par une baisse continue de la pauvreté (2). Par ailleurs, le pays bénéficie d'une main-d'œuvre abondante et bon marché grâce à une démographie favorable et les transferts de fonds des expatriés, notamment depuis les pays du Golfe, sont substantiels et soutiennent la balance courante (3). Le pays profite d'un endettement public modéré, estimé à 40 % du PIB, et d'une dette extérieure jugée soutenable. L'inclusion financière s'est améliorée via le microcrédit et les services mobiles, et l'aide internationale contribue au financement de ses besoins.

En dépit de ces atouts, l'économie bangladaise présente d'importantes vulnérabilités structurelles. Elle est peu diversifiée et dépend fortement du textile-habillement ainsi que des marchés occidentaux pour ses exportations (4). Cette concentration sectorielle et géographique rend le pays particulièrement exposé aux chocs externes, d'autant que la croissance des exportations a récemment fléchi face au ralentissement de la demande mondiale (5). Le marché du travail demeure dominé par l'emploi informel (85 % des emplois en 2022) et le chômage des jeunes atteint des niveaux alarmants (les 15-29 ans constituaient 83 % des chômeurs en 2023) (6). Le manque de travailleurs qualifiés pèse sur le développement industriel. En outre, l'environnement des affaires est freiné par des infrastructures insuffisantes, une bureaucratie lourde et une corruption

(1) Direction Générale du Trésor, « Bangladesh. Indicateurs et conjectures », Ministère de l'Économie (France), juillet 2025, [disponible ici](#).

(2) Raphaël Cecchi, « Bangladesh : la démission forcée de la première ministre Sheikh Hasina ouvre la voie à une transition politique complexe et incertaine », Credendo, 17 octobre 2024, [disponible ici](#).

(3) Coface, « Business Risk Dashboard : Bangladesh », octobre 2025, [disponible ici](#).

(4) Direction générale du Trésor, art. cité.

(5) Banque mondiale, « Strong Economic and Fiscal Reforms will Help Bangladesh Sustain Growth Amid Global Uncertainty », communiqué de presse, 23 avril 2025, [disponible ici](#).

(6) Tanya Dawar, « De Hasina à Yunus : réformes, relance et transition économique au Bangladesh », Fondation Asie-Pacifique du Canada, 18 juin 2025, [disponible ici](#).



endémique (1). Parallèlement, l'inflation s'est envolée, passant de 5,36 % en juillet 2021 à 11,7 % en juillet 2024, érodant nettement le pouvoir d'achat des ménages. Les finances publiques sont fragiles, avec des recettes fiscales très basses (moins de 8 % du PIB en 2025), limitant la capacité de l'État à investir dans les services publics et les infrastructures.

Le secteur bancaire accumule les problèmes : après des années de mauvaise gouvernance, le taux de créances douteuses dépasse les 30 % et plusieurs banques sont virtuellement insolubles. Enfin, le Bangladesh est hautement vulnérable aux catastrophes naturelles (inondations, cyclones) compte tenu de sa géographie deltaïque, ce qui entraîne régulièrement des pertes économiques majeures.

À ces fragilités structurelles s'ajoute depuis 2024 un choc politique majeur aux répercussions économiques significatives. Les manifestations étudiantes massives de l'été 2024, puis la chute du gouvernement de Sheikh Hasina et l'installation d'un gouvernement intérimaire dirigé par Muhammad Yunus, ont entraîné une période d'instabilité ponctuée de violences, de paralysies administratives et d'un flou institutionnel prolongé (2). Cette instabilité a conduit plusieurs institutions économiques à revoir leurs prévisions : ainsi, le FMI a anticipé une croissance réduite à environ 3,3 % pour l'exercice 2024-2025, contre des prévisions plus élevées avant la crise, une inflation proche des 11 % et une réserve de change à moins de 20 milliards de dollars.

L'incertitude politique a également pesé sur la confiance des investisseurs : plusieurs analyses notent un recul ou un gel des nouveaux projets, aussi bien étrangers que domestiques, tandis que la croissance du crédit privé reste faible dans un contexte de prudence généralisée (3). Certains redoutent que des actions entreprises à l'encontre de personnalités politiques ou économiques liées au précédent gouvernement (gels d'avoirs et d'actifs, mesures judiciaires) affaiblissent le climat des affaires, accroissent l'insécurité juridique des entreprises et freinent l'investissement privé. L'agence de notation S&P Global Rating a abaissé la note de crédit du Bangladesh de B+ à BB-, le 30 juillet 2024. Le secteur textile, pilier des exportations, a été perturbé par des fermetures ponctuelles d'usines, des retards dans les commandes et une baisse temporaire de capacité liée aux troubles sociaux (4). La vulnérabilité du système financier, déjà mise en lumière par le niveau élevé des prêts non performants, s'est accrue du fait de la baisse de confiance et d'une liquidité plus tendue dans certaines banques. Enfin, l'incertitude politique accrue a renforcé le risque souverain perçu par les investisseurs internationaux (5), ce qui pourrait renchérir l'accès au financement externe ou réduire l'attractivité du pays à court terme (6).

En 2022-2023, le Bangladesh a sollicité l'aide financière des institutions internationales face à ses difficultés macroéconomiques. En janvier 2023, le FMI a approuvé un programme de prêts sur 42 mois d'un montant total d'environ 4,7 milliards de dollars (combinant une Facilité élargie de crédit, une Facilité élargie de financement et une Facilité pour la résilience et la durabilité) (7). Ce programme vise à stabiliser l'économie, à renforcer les réformes fiscales et à appuyer des investissements favorisant la résilience climatique (8). Après

(1) Lloyds Bank, « Foreign direct investment (FDI) in Bangladesh », novembre 2025, [disponible ici](#).

(2) International Crisis Group, « Bangladesh », [disponible ici](#).

(3) Aditya Dhand et Nishant Singh, « Bangladesh in 2025: Political and Economic Landscape Analysis », J.S. Held, [disponible ici](#).

(4) La Chambre de commerce et d'industrie des investisseurs étrangers du Bangladesh (FICCI) a estimé à plus 10 milliards de dollars le coût des manifestations de l'été 2024 pour l'économie bangladaise. Tandis que l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA) a estimé à près 40 000 les conteneurs bloqués dans les ports au cours de cette période, nombre de fournisseurs de vêtements ayant constaté une baisse de 30 à 40 % des commandes reçues.

(5) Charza Shahabuddin, « Après la révolution de la mousson, quel avenir politique pour le Bangladesh ? », IFRI, mars 2025, [disponible ici](#).

(6) Junayed Chowdhury, « The Good, the Bad, the Ugly and Everything in Between: The State of Affairs in Bangladesh under the Post-July Revolution Interim Government », Australian Institute of International Affairs, 9 octobre 2025, [disponible ici](#).

(7) FMI, « IMF Executive Board Concludes Bangladesh Combined Third and Fourth Reviews under the Extended Credit Facility, Extended Fund Facility, and Resilience and Sustainability Facility », communiqué de presse, 23 juin 2025, [disponible ici](#).

(8) Reuters, « Bangladesh to receive \$1.3 billion from IMF as reform deal reached », 14 mai 2025, [disponible ici](#).



un premier décaissement immédiat de 476 millions de dollars en 2023, le Bangladesh a reçu 2,3 milliards de dollars au total sur les trois premières tranches du programme. Toutefois, les versements suivants ont été retardés fin 2024 du fait de désaccords sur certaines réformes – notamment l'adoption d'un taux de change plus flexible et le relèvement du ratio recettes fiscales/PIB actuellement très bas (environ 8,5 %) (1).

En avril 2025, les autorités bangladaises et le FMI sont finalement parvenues à un accord au niveau du personnel (*staff-level agreement*) combinant les 3e et 4e revues du programme. Le FMI a accepté de débloquer 1,3 milliards de dollars en juin 2025 (couvrant les 4e et 5e tranches) après que le Bangladesh a mis en œuvre des mesures jugées satisfaisantes en matière de régime de change (introduction d'un *crawling peg*), de réforme fiscale et de gouvernance bancaire. Par ailleurs, Dacca a demandé une augmentation de l'enveloppe du programme d'environ 760 millions de dollars pour faire face à l'aggravation de ses besoins de financement externes. Le gouvernement s'est engagé auprès du FMI à maintenir une politique monétaire et budgétaire prudente, à accélérer la restructuration du secteur bancaire et à renforcer les investissements liés au climat afin d'améliorer la résilience économique sur le long terme (2). En parallèle, le Bangladesh sollicite un appui accru auprès de la Banque mondiale et d'autres bailleurs. En mai 2025, la Banque mondiale a donné son accord de principe pour un prêt d'appui budgétaire de 500 millions de dollars, dans le cadre d'un crédit pour la résilience et la reprise, après consultation du FMI (3). Ce financement pourrait ouvrir la voie à d'autres soutiens, notamment de la Banque asiatique de développement (BAD) et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). En effet, la BAD préparait également un prêt de 500 millions de dollars dédié aux réformes bancaires, tandis que le Japon et la BAII envisageaient des financements pour appuyer les réformes économiques et climatiques du pays. Le Bangladesh avait déjà obtenu sur l'exercice budgétaire 2024-2025 environ 1,2 milliards de dollars de soutiens externes (dont 500 millions de la Banque mondiale et 600 millions de la BAD fin 2024) avant même ces nouvelles négociations. Les relations avec les bailleurs semblent donc s'orienter positivement, à condition que le pays maintienne le cap des réformes convenues.

La question des réformes structurelles

La nouvelle administration a lancé un vaste programme de réformes économiques en 2024-2025 pour restaurer la stabilité macroéconomique et répondre aux conditions posées par le FMI (4). Une priorité a été de restaurer la stabilité financière : la Banque centrale, sous la direction d'un nouveau gouverneur, a relevé les taux d'intérêt pour juguler l'inflation et a remplacé les conseils d'administration de onze banques en difficulté afin d'assainir leur gouvernance (5). En parallèle, un nouveau cadre juridique bancaire a été mis en place. Le *Bank Company Act* fait l'objet de modifications profondes en 2025 pour renforcer la supervision : ces amendements prévoient notamment de placer les banques publiques sous le contrôle direct de la Banque centrale, d'unifier les exigences de capital et de limiter les ingérences politiques dans les conseils d'administration des banques privées. Par ailleurs, une ordonnance de résolution bancaire (*Bank Resolution Ordinance 2025*) a conféré à la Banque centrale davantage de pouvoirs pour restructurer ou fusionner les établissements en faillite (6). Par exemple, un plan de fusion de cinq banques islamiques en difficulté (affichant jusqu'à 77 % de prêts non performants) a été annoncé afin de stabiliser le secteur.

(1) Saifuddin Saif, « World Bank signals \$500m budget support for Bangladesh amid IMF uncertainty », *The Business Standard*, 12 mai 2025, [disponible ici](#).

(2) Reuters, art. cité.

(3) Saifuddin Saif, art. cité.

(4) Tanya Dawar, art. Cité.

(5) Jagaran Chakma, « FDI rose 20% in FY25 », *Daily Star*, 22 août 2025, [disponible ici](#).

(6) Direction générale du Trésor, art. cité.



D'autres réformes économiques sont en cours. Sur le plan monétaire, le Bangladesh a adopté en mai 2024 un régime de taux de change à parité glissante (*crawling peg*) afin de permettre une dépréciation progressive du taka et d'accroître la flexibilité du marché des changes (1). Sur le plan budgétaire, le gouvernement intérimaire a entrepris une restructuration de l'administration fiscale : l'Office national des recettes a été dissous et remplacé en 2025 par deux entités distinctes (l'une chargée de la politique fiscale, l'autre de la collecte des impôts) dans le but de moderniser la gestion des recettes et d'élargir la base fiscale.

Enfin, pour améliorer la gouvernance économique, une commission anticorruption indépendante a été nommée afin de s'attaquer aux détournements de fonds publics et aux fraudes bancaires (2). Pour autant, les insuffisances et les fragilités connues du système judiciaire bangladais (le pays est classé 125^e sur 143 dans le classement global de l'État de droit du *World Justice Project et au 151^e rang mondial selon le classement de Transparency International*), conjuguées aux tensions et à la polarisation du champ politique, interrogent sur l'efficacité (et peut-être la sincérité) de ces mesures. D'autant d'entre janvier et août 2025, la *Bangladesh financial intelligence unit* (BFIU), qui dépend du ministère de l'Économie, a gelé, sur décision de justice, près de 58 000 crores de taka appartenant à dix groupes d'entreprises et leurs principaux dirigeants, des membres de la famille de Sheikh Hasina et des institutions liées à la Ligue Awami. Parmi, ces entreprises et leurs dirigeants, il est possible de citer Salman F Rahman, ancien conseiller de Sheikh Hasina et vice-président de Beximo Group, Ahmed Akbar Sobhan, fondateur du Bashundhara Group, Saifuzzaman Chowdury, ancien ministre de l'Agriculture de Sheikh Hasina et propriétaire d'Aramit Group et Mohammed Saiful Alam, président d'Alam Group ; ce dernier ayant déposé, en octobre 2025, un recours en arbitrage international devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements de la Banque Mondiale. Le Centre for Research and Information (CRI), le centre de recherches de la Ligue Awami a lui aussi, vu ses avoirs gelés. Dans le cadre de ses investigations, la BFIU a également entamé des négociations avec différents pays étrangers et institutions internationales pour taquer et obtenir le gel de dirigeants et d'entrprises, dont Salman Obaidul Karim et l'Orion Group. Ces différentes enquêtes inquiètent les investisseurs potentiels, d'autant que l'AntiCorruption Commission (AAC), qui chapeaute les enquêtes de la BFIU semble faire preuve de partialité et d'un professionnalisme relatif ; ses dossiers dans nombre de cas sont abandonnés avant d'être portés devant la justice. Ce climat de « chasse aux sorcières » a provoqué la fuite de nombre de dirigeants d'entreprises, craignant autant pour leurs actifs que pour leur vie.

Cependant, des injections de liquidités non réglementées dans des banques en difficulté et la persistance des tensions financières liées aux remboursements de la dette rendent difficile la constitution de réserves de change. Malgré des recettes fiscales inférieures aux prévisions, en raison d'une activité économique plus faible et d'améliorations limitées du respect des obligations fiscales, le gouvernement est parvenu à maintenir son déficit budgétaire dans les limites convenues pour l'exercice 2024-2025, principalement en réduisant drastiquement les dépenses publiques et l'endettement intérieur. Ce dispositif a compensé le manque à gagner budgétaire et ramené le déficit budgétaire primaire à 1,5 % du PIB en 2024, bien en deçà de l'objectif de 2,8 %, dégageant ainsi un excédent primaire de 0,6 % au premier semestre 2025.

Au second semestre de l'exercice 2024-2025, les exportations ont montré des signes de reprise, progressant de 11 % sur un an et inversant la tendance baissière observée lors des exercices 2023 et 2024. Les transferts de fonds sont également restés dynamiques, bondissant de près de 28 % par rapport à la même période de l'exercice 2023-2024, soit plus du double de la croissance de 11 % enregistrée au cours du premier semestre de l'exercice 2024-2025. Ces deux évolutions ont probablement contribué à renforcer les réserves de change

(1) Reuters, art. cité.

(2) Tanya Dawar, art. cité.



du Bangladesh. En revanche, les importations ont progressé lentement, à seulement 3,5 % sur un an. Cette faible croissance des importations reflète la faiblesse des importations liées aux investissements directs étrangers (IDE) et le maintien des restrictions sur les devises imposées par le gouvernement afin de limiter les dépenses extérieures. Bien que les exportations et les transferts de fonds se soient améliorés, environ deux milliards de dollars de sorties de capitaux non comptabilisées, probablement liées au secteur bancaire et au remboursement de la dette, ont quitté le pays au cours du second semestre de l'exercice 2024-2025. Ces sorties non déclarées ont fragilisé la balance des paiements. Par conséquent, le Bangladesh fait toujours face à un déficit de financement de 3,8 milliards de dollars pour l'ensemble de l'exercice, ce qui signifie qu'il doit obtenir ce montant pour honorer ses obligations de paiement extérieur.

Le stock cumulé d'investissements directs étrangers (IDE) au Bangladesh reste modeste, autour de 18,8 milliards de dollars en mars 2025 (1). Ce niveau est relativement bas en comparaison des pays voisins, malgré la forte croissance économique du pays. De plus, ce stock d'IDE est concentré dans un nombre limité de secteurs : le textile-habillement représentait à lui seul environ 22,6 % du stock total à fin juin 2024 (2), devant la banque (16 %) et l'électricité (14,5 %). Suivent les télécommunications (7,2 %) et les hydrocarbures (gaz et pétrole, 6,1 %). Du côté des investisseurs, le Royaume-Uni est la première source d'IDE (environ 17 % du stock), suivi de Singapour (10 %), de la Corée du Sud (9 %) et de la Chine (8 %).

La tendance récente des flux d'IDE au Bangladesh montre un léger rebond en 2025, sans pour autant combler le retard par rapport aux besoins du pays. En 2024, les entrées nettes ont été enregistrées à environ 1,51 milliards de dollars (contre 2,4 en 2018), marquant une décroissance de six ans (3). L'exercice 2024-2025 a connu un sursaut d'environ +20 % des IDE, portant les flux à 1,71 milliards de dollars (4). Ce rebond a été accueilli comme un signe d'un regain de confiance des investisseurs mais le niveau absolu demeure très en deçà de ce qui serait nécessaire pour soutenir les besoins de développement du pays. Des analystes estiment qu'il faudrait attirer au moins huit milliards de dollars d'IDE par an (contre 1,5 à 3 milliards ces dernières années) pour augmenter significativement la croissance économique, ce qui illustre le retard du Bangladesh dans la compétition régionale pour les investissements. La fragilité du processus politique et l'imprévisibilité juridique ne créent naturellement pas les conditions favorables à de telles ambitions.

L'industrie du textile confrontée à la hausse des droits de douane américains

La performance du commerce extérieur du Bangladesh reflète sa faible diversification. Les vêtements prêt-à-porter constituent de loin le premier produit d'exportation (environ 85 % des recettes à l'export) et se destinent majoritairement à quelques marchés clés : l'Europe (environ la moitié des exportations totales, en incluant le Royaume-Uni) et les États-Unis (environ 15-20 %) absorbent à eux seuls les deux tiers des ventes (5). Ce modèle centré sur le textile bon marché a permis une croissance rapide des exportations (proches de 40 milliards de dollars annuels) mais expose le pays aux aléas de la demande de ces marchés occidentaux (6). D'ailleurs, le ralentissement de la demande européenne et américaine a entraîné une baisse de la croissance des exportations en 2023 et 2024, ce qui a contribué au ralentissement économique. À l'horizon 2026, le Bangladesh fait face au défi de la sortie du statut de Pays les Moins Avancés (PMA), qui

(1) « At a glance: Countries with largest FDI stock in Bangladesh », The Business Standard, 28 septembre 2025, [disponible ici](#).

(2) Lloyds Bank, art. cité.

(3) Banque mondiale, « Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$) - Bangladesh », [disponible ici](#).

(4) Jagaran Chakma, art. cité.

(5) Direction générale du Trésor, art. cité, et Coface, art. cité.

(6) Banque mondiale, « Strong Economic and Fiscal Reforms will Help Bangladesh Sustain Growth Amid Global Uncertainty », art. cité.



entraînera la fin graduelle de ses préférences douanières sur les marchés développés. L'Union européenne, par exemple, appliquait jusqu'ici un régime d'accès en franchise (« Tout sauf les armes »). La perte de cet avantage pourrait réduire les exportations bangladaises d'environ 14 % après la période de transition de trois ans, selon l'OMC (1). Pour atténuer ce choc, le Bangladesh cherche à diversifier ses partenariats commerciaux en négociant de nouveaux accords avec ses principaux partenaires asiatiques (Chine, Inde, Japon), tout en faisant monter en gamme son industrie. Certaines filières d'exportation alternatives – le cuir, les crevettes – peinent jusqu'à présent à décoller, mais d'autres secteurs commencent à émerger tels que la pharmacie, les technologies de l'information ou l'agroalimentaire, encouragés par les pouvoirs publics.

Malgré la croissance soutenue des ventes à l'étranger ces dernières années, le Bangladesh souffre d'une balance commerciale structurellement déficitaire (typiquement 4 à 6 % du PIB). En 2024 par exemple, le déficit commercial a atteint 15 milliards de dollars, tandis que les entrées d'IDE modestes et des transferts de travailleurs expatriés décevants (22 milliards) n'ont pas suffi à compenser ce déséquilibre. Il en a résulté une forte pression sur le taux de change et les réserves de devises : ces réserves sont passées de 46 milliards de dollars en 2021 à environ 19 milliards fin 2024 (soit de 5,8 à 2,3 mois d'importations). Le taka s'est déprécié d'environ 45 % par rapport au dollar sur cette période. Néanmoins, la situation extérieure a montré des signes d'amélioration en 2025 : la reprise des exportations (+7,7 % sur l'exercice 2024-25) et la hausse des envois de fonds (+26,8 %) ont contribué à stabiliser la balance courante et à relever les réserves de change à 26,7 Mds USD en juin 2025 (2). Cette embellie récente, conjuguée au soutien des bailleurs internationaux, devrait donner un peu d'air à l'économie bangladaise à court terme. Toutefois, la décision de l'administration Trump d'imposer des droits de douane de 35 % à l'entrée du territoire américain aux exportations bangladaises pourraient fortement impactée les recettes d'exportation bangladaises. Ce tarif douanier place le Bangladesh dans une situation de désavantage concurrentiel, par rapport à ses concurrents régionaux qui, pour certains, ont négocié des tarifs douaniers plus avantageux. Le Bangladesh pourrait être amené à accélérer sa tentative d'élargissement du périmètre de ses exportations vers l'Europe, le Canada et le Japon, même si cela ne compensera peut-être pas entièrement la baisse de son accès au marché américain.

Les effets combinés de ces tarifs douaniers et de l'instabilité politique persistante risquent, par ailleurs, d'entraîner des fermetures d'usines et des licenciements massifs, ainsi qu'une perte de parts de marché (3), les acheteurs américains et européens diversifiant eux-aussi leurs sources d'approvisionnement vers des pays aux tarifs douaniers plus faibles comme l'Inde et l'Amérique latine. Face à cette perspective, le gouvernement intérimaire du Bangladesh a entamé des négociations avec les États-Unis afin d'obtenir des réductions tarifaires plus importantes et examine la possibilité d'augmenter ses propres droits de douane sur les importations de produits américains.

Ainsi, la nouvelle donne imposée par les États-Unis risque d'aggraver une situation économique déjà précaire. Il peut en résulter une hausse de l'inflation, une dépréciation accrue du taka et une instabilité économique prolongée. La diminution des recettes d'exportation peut retarder la reconstitution de réserves de change, pourtant essentielles au maintien de la stabilité économique et entraver les efforts d'assainissement budgétaire, rendant plus difficile la mise en œuvre des réformes demandées par le FMI, telles que le renforcement du recouvrement des recettes et la consolidation du secteur financier. En compliquant la capacité du Bangladesh à satisfaire aux exigences du FMI, ces pressions mettent en péril son accès continu aux financements cruciaux de l'institution. Cette perspective combinée à un environnement régional toujours plus complexe n'est pas de nature à redonner confiance aux investisseurs internationaux.

(1) Direction générale du Trésor, art. cité.

(2) Coface, art. cité.

(3) 15 à 20 % des commandes de vêtements ont été annulées en raison des perturbations de la production au cours du 2e semestre 2024.



Naviguer dans les eaux troubles de la géopolitique régionale

La chute puis l'exil de Sheikh Hasina et la nomination à la tête du gouvernement intérimaire de Muhammad Yunus, en août 2024, dessinent les contours d'une sensible évolution dans la hiérarchie des rapports du Bangladesh avec ses partenaires géographiquement les plus proches. Si l'Inde reste un acteur central dans l'équation géopolitique bangladaise, le Pakistan et la Chine pourraient être amenés à jouer un rôle toujours plus important dans les années à venir. L'Inde, avec la disqualification politique de la Ligue Awami, a perdu son principal partenaire sur la scène intérieure bangladaise, tandis que le BNP et ses alliés, dont les orientations anti-indiennes ne cessent de se confirmer, font constamment pression sur les autorités intérimaires pour un rapprochement significatif avec le Pakistan et la Chine. Toutefois, les priorités du gouvernement intérimaire sont la réussite du processus électoral et la traduction en décisions politiques des orientations proposées dans la Charte nationale de juillet, dans un contexte d'incertitude politique accentuant la fragilité économique du pays. Dès lors, si la politique étrangère du gouvernement intérimaire peut paraître plus affirmée, elle tentera de profiter au maximum de la compétition triangulaire entre l'Inde, le Pakistan et la Chine pour en retirer le maximum possible de dividendes. L'Inde peut s'estimer être la grande perdante de ce nouveau rapport de puissance, dans un environnement régional qui lui paraît de moins en moins favorable.

L'Inde, l'indispensable partenaire mis sous pression

Les relations entre l'Inde et le Bangladesh, solides sous les mandats de Sheikh Hasina, se sont détériorées depuis sa fuite en Inde en août 2024, en pleine vague de manifestations étudiantes. Parallèlement, le renforcement des rapports entre le Bangladesh et le Pakistan, conjugué à l'influence grandissante de la Chine sur Dacca, représente un défi pour les intérêts régionaux de l'Inde.

Par conséquence, Delhi craint que les élections de février 2026 n'entraînent un renforcement de l'influence pakistanaise et une coopération bilatérale accrue en matière de défense, susceptible d'aggraver les menaces pesant sur sa sécurité, en particulier dans le corridor de Siliguri, étroit et géopolitiquement sensible car reliant les États du nord-est de l'Inde au reste du pays (1). Aussi, toute évolution dans la posture de sécurité du Bangladesh pourrait accroître le risque que des groupes militants bangladais franchissent la frontière indienne en exploitant les zones les moins sécurisées pour mener des attaques ou s'implanter, courant le risque de raviver les menaces d'insurrection que l'Inde s'efforce de contenir depuis plus de 70 ans. Dans le même temps, le rapprochement du Bangladesh avec la Chine, proche alliée du Pakistan, est également une source d'inquiétude pour l'Inde. Ces dernières années, la Chine a accru sa présence au Bangladesh, notamment par le biais d'investissements et de projets d'infrastructure, ce qui pourrait là aussi limiter l'influence économique de l'Inde dans la région.

Cependant, même si le Bangladesh conduit une politique étrangère plus affirmée, il lui sera nécessaire de maintenir une coopération pragmatique avec l'Inde sur les questions essentielles : l'économie, la sécurité et la stabilité régionale. Aussi, le gouvernement intérimaire du Bangladesh devrait continuer dans la voie tracée depuis août 2024. Cette évolution vers une approche plus équilibrée de la politique étrangère bangladaise

(1) Le corridor de Siliguri est une étroite bande de terre dans l'État de Bengale occidental qui représente la seule liaison terrestre de l'Inde avec ses États du nord-est. Son importance stratégique tient à sa vulnérabilité, car il est frontalier du Bangladesh, au Sud, et du Népal, au Nord, ce qui le rend vulnérables aux influences extérieures ou au blocus. Toute perturbation dans ce corridor pourrait isoler le nord-est du reste de l'Inde.



pourrait amener Dacca à faire pression sur Delhi pour obtenir des solutions plus équitables dans différents dossiers épineux, tels que le différend relatif à la gestion et au partage des cours d'eau, en particulier sur le fleuve Teesta. Dacca pourrait également souhaiter céder le projet de développement de ce fleuve à la Chine afin de faire pression sur l'Inde lors de futures négociations.

Toutefois, la situation géographique du Bangladesh et ses liens économiques étroits avec l'Inde rendent improbable une position ouvertement anti-indienne. Le Bangladesh dépend de l'Inde pour le développement d'infrastructures essentielles, l'approvisionnement en électricité et la résolution de défis communs tels que le changement climatique et la montée du niveau de la mer. L'Inde, de son côté, dépend également du Bangladesh pour la stabilité régionale, en particulier dans son nord-est, où les voies de transit via le corridor de Siliguri sont cruciales pour relier les États indiens géographiquement isolés d'Arunachal Pradesh, d'Assam, du Manipur, du Meghalaya, du Mizoram, du Nagaland et du Tripura au reste du pays. Ces priorités communes et urgentes en matière de commerce, de gestion de l'eau et de sécurité frontalière devraient donc favoriser une coopération pragmatique continue entre l'Inde et le Bangladesh, malgré la montée des tensions. Le Bangladesh est le principal partenaire commercial de l'Inde en Asie du Sud, tandis que l'Inde est le deuxième partenaire commercial du Bangladesh en Asie, après la Chine. Les principales exportations indiennes vers le Bangladesh comprennent les légumes, le thé, les produits pétroliers et les machines, tandis que le Bangladesh exporte principalement du poisson, des matières plastiques et des vêtements vers l'Inde. Au cours de l'exercice 2023-2024, le Bangladesh a exporté vers l'Inde pour 1,97 milliard de dollars de marchandise, portant le total des échanges bilatéraux à 14,01 milliards de dollars. Le Bangladesh est la première destination des exportations de coton indien, représentant 34,9 % des exportations totales de coton de l'Inde.

Le Bangladesh figure parmi les principaux partenaires de développement de l'Inde. Au cours des huit dernières années, l'Inde a accordé au Bangladesh trois lignes de crédit, pour un montant total d'environ 8 milliards de dollars, afin de développer des infrastructures dans divers secteurs tels que les routes, les chemins de fer, le transport maritime et les ports. Ainsi, ont été construits la liaison ferroviaire Akhaura-Agartala et l'oléoduc de l'amitié Inde-Bangladesh, et draguées nombres de voies navigables intérieures au Bangladesh.

Le Pakistan et la délicate question du rééquilibrage des rapports à l'Inde

Depuis la guerre de sécession qui a abouti à l'indépendance du Bangladesh, ses relations avec le Pakistan sont restées tendues, en raison du caractère intrinsèquement conflictuel de leur séparation et de la réticence de Sheikh Hasina à nouer des liens plus étroits. Néanmoins, les dirigeants bangladais ont tenté à différentes reprises de dialoguer avec leurs homologues pakistanais, sans aboutir à des conclusions tangibles ; l'ancienne première ministre Sheikh Hasina, dont le parti, la Ligue Awami, a mené le mouvement d'indépendance sous l'autorité de son père, s'est toujours montrée réticente à l'idée de devoir améliorer les relations du Bangladesh avec le Pakistan, en raison de la collaboration du parti Jamaat-i-Islami avec Islamabad pendant la guerre de 1971. A l'inverse, le gouvernement intérimaire dirigé par Muhammad Yunus semble ouvert à une amélioration significative des relations de Dacca avec Islamabad, d'autant plus que le soutien historique de Delhi à Sheikh Hasina a alimenté la méfiance envers l'Inde des autorités intérimaires bangladaises.

En septembre 2025, à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le premier ministre par intérim, Muhammad Yunus, et son homologue pakistanais, Shehbaz Sharif, ont plaidé pour un renforcement des relations bilatérales. Les deux partenaires aspirent à porter à 3 milliards dollars annuels leurs échanges commerciaux, qui sont aujourd'hui de l'ordre de 700 millions de dollars. Cette ambition pourrait être facilitée par la création du Conseil commercial conjoint Pakistan-Bangladesh, les discussions sur un accord de libre-échange et différentes avancées à caractère économique.



Ainsi, la reprise de la liaison maritime Karachi-Chittagong, interrompue depuis 1971, devrait faciliter les échanges commerciaux bilatéraux, en particulier dans les secteurs du prêt-à-porter et des produits de première nécessité. Le Pakistan peut alors devenir un fournisseur complémentaire aux côtés de l'Inde et de la Chine. S'appuyant sur cette dynamique, l'idée d'ouvrir une ou plusieurs liaisons aériennes élargit le spectre des coopérations possibles. En parallèle, le Bangladesh a repris ses échanges commerciaux directs avec le Pakistan, en février 2025, important 250 000 tonnes de riz depuis le port de Qasim vers celui de Chittagong, soulignant sa volonté d'endiguer l'inflation alimentaire et de tourner la page de son passé conflictuel tout en tirant profit d'une intensification de leurs échanges commerciaux.

Par ailleurs, la coopération en matière de défense et de sécurité se renforce, affirmant leur volonté de créer un partenariat durable et soulignant une collaboration croissante entre leurs forces armées. Toutefois, ce rapprochement entre le Bangladesh et le Pakistan, pour être solide et durable, devra répondre aux exigences de Dacca : reconnaissance officielle de la responsabilité du Pakistan pour les crimes de guerre commis lors de la guerre d'indépendance et excuses officielles et indemnisation des dommages de guerre. Si l'Inde s'inquiète de ces développements, elle reste consciente des limites de ce rapprochement.

La Chine, un outsider puissant en observateur attentif

La Chine a toujours entretenu de bonnes relations avec le Bangladesh de Sheikh Hasina alors même que la Ligue Awami et le Parti communiste chinois étaient idéologiquement opposés. Pékin appréciait la stabilité politique que Sheikh Hasina a pu instaurer dans son pays et son ouverture au commerce et aux investissements avec la Chine. C'est sous ses mandats que le projet fluvial de Khsiyara ou celui d'un port en eau profonde sur l'île de Sonadia ont vu le jour.

Si la Chine suit avec attention l'évolution politique et économique du Bangladesh post Sheikh Hasina, elle aura beaucoup moins de difficultés à échanger et à négocier avec les nouvelles autorités bangladaises que l'Inde. En effet, à l'occasion de la visite l'État de Muhammad Yunus à Pékin, à la fin mars 2025, Xi Jinping et lui-même ont conclu un accord de coopération économique et technique, ainsi que huit protocoles d'accord portant sur la culture, la recherche scientifique et l'économie. A cette occasion, Muhammad Yunus a notamment invité les entreprises chinoises à participer au projet de gestion et de restauration du fleuve Teesta, marquant une rupture avec les préférences de l'ancienne première ministre Sheikh Hasina, pour une implication plus soutenue de l'inde. Par ailleurs, les deux partenaires ont convenu d'entamer des négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange bilatéral et pour l'actualisation de celui sur les investissements bilatéraux. Des négociations ont également été initiées afin de créer une zone économique et industrielle, exclusivement dédiée à la Chine, et de moderniser et étendre le port de Mongla.

La Chine est premier partenaire commercial du Bangladesh, avec des échanges annuels estimés à 25 milliards de dollars, alors que les exportations bangladaises ne représentent guère qu'un milliard de dollars. Aussi, la mise en place d'un accord de libre-échange pourrait permettre aux deux partenaires de renforcer leurs échanges, de faciliter l'accès au marché chinois pour les produits bangladais, tout en dynamisant les investissements. A cet égard, à l'occasion de la visite de Xi Jinping au Bangladesh, fin mars 2025, Muhammad Yunus l'a exhorté de réduire le taux d'intérêt des prêts chinois afin d'alléger le poids de la charge de la dette bangladaise et, par ricochet, renforcer sa stabilité budgétaire.

Par ailleurs, le Bangladesh a adhéré à l'Initiative ceinture et route (ICR) en 2015, facilitant les investissements chinois, qui auraient atteint près de 8 milliards entre 2005 et 2024, pour la construction du tunnel de Karnaphuli, ou celle, en cours, d'une autoroute maritime à Chittagong.



Conclusion

La chute puis l'exil en Inde de Sheikh Hasina, en août 2024, a singulièrement chamboulé le paysage politique du Bangladesh. L'élimination politique du son parti, la Ligue Awami, a replacé au centre de l'équation bangladaise le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) et ses alliés islamistes, même s'il pourrait être sérieusement concurrencé par un nouveau venu, le Parti national citoyen (CPN), créé en février 2025, qui aurait de puissants relais au sein du gouvernement intérimaire. L'instabilité politique qui succède à ce chamboulement, se double d'une incertitude sur l'avenir économique du pays, dans un contexte de tensions commerciales accrues avec les États-Unis et de mutations non sans risques de l'environnement géopolitique régional.

Le manque de prévisibilité politique qui assombrît les perspectives macroéconomiques et le risque de perte de compétitivité économique due à la fragilisation de l'État de droit inquiètent les milieux d'affaires. Certes, les élections programmées pour février 2026, fixe le cap des réformes à opérer à l'issue du scrutin. Toutefois, la Charte politique signée le 17 octobre 2025 et amendée le 20 n'ayant pas de caractère contraignant, elle laisse toute latitude aux futurs vainqueurs des élections de décider ou non de prendre les mesures utiles pour réviser les règles du jeu politique intérieur bangladais ; le refus de prendre des mesures en adéquation avec la Charte offrant la voie au retour dans la rue d'une population toujours plus défiant vis-à-vis d'une classe politique corrompue et assise sur des priviléges à conserver par tous les moyens. Une perspective peu réjouissante.

On se risquera, pour conclure, à formuler deux scénarios de moyen-terme.

Scénario d'échec du processus de consultation électorale

Un report des élections risque d'aggraver l'instabilité politique, d'accroître la probabilité d'une intervention militaire, de prolonger la crise politique et d'exacerber les difficultés économiques, notamment dans le secteur du prêt-à-porter. Des retards dans le processus de consultation sur les réformes constitutionnelles sont probables compte tenu des profonds désaccords entre les principaux partis politiques. Bien que le gouvernement intérimaire n'ait pas l'intention de mettre en œuvre lui-même ces réformes, il cherche à dégager un consensus afin que le prochain gouvernement élu puisse les poursuivre. Si ce consensus s'avère difficile à obtenir et qu'une impasse politique s'installe, les élections pourraient être reportées. Cela accentuerait l'incertitude politique et nuirait à la légitimité du gouvernement intérimaire, surtout s'il est largement perçu comme prolongeant indûment son mandat. Ce contexte pourrait accroître le risque d'intervention militaire, surtout si les troubles sociaux s'intensifient et que les institutions politiques semblent incapables de résoudre la crise. L'armée est déjà intervenue dans des circonstances similaires au Bangladesh depuis son indépendance, notamment lors de longues périodes de gouvernements intérimaires. Toute intervention pourrait prendre la forme d'une prise de pouvoir militaire directe ou d'un contrôle moins manifeste sur l'administration intérimaire. Bien qu'une intervention militaire soit probablement présentée comme une mesure visant à rétablir la stabilité, elle pourrait retarder indéfiniment le retour à la démocratie électorale et provoquer des réactions internationales négatives, notamment des pressions diplomatiques ou des sanctions. L'instabilité politique risque d'éroder la confiance des investisseurs et de retarder l'aide étrangère ou les versements du FMI. Des secteurs clés comme l'industrie du prêt-à-porter seront probablement confrontés à de nouvelles perturbations, car les entreprises étrangères, qui commencent déjà à réduire leurs activités, pourraient accélérer leur retrait au profit de bases de production plus stables comme l'Inde.



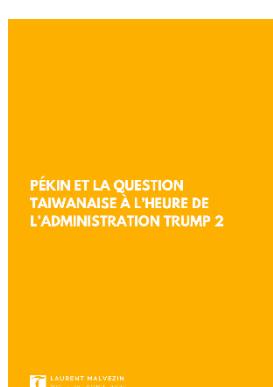
Scénario politique, élections de février 2026

Le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), a gagné en popularité grâce à sa position anti-establishment. Cependant, son recours fréquent aux troubles pour protester contre le pouvoir de la Ligue Awami, combiné à l'absence d'un programme politique clair se limitant à la simple opposition à la Ligue, a engendré une frustration croissante de la population et des critiques de plus en plus vives à l'égard de son approche. Ainsi, si le BNP ou une coalition de partis remporte les élections, il pourrait néanmoins se heurter à la frustration et aux critiques grandissantes de la population à l'égard du gouvernement, ce qui pourrait nécessiter le maintien de l'implication de l'armée dans les affaires politiques afin de préserver la stabilité. Cette situation serait exacerbée par le risque de troubles provoqués par les partisans de la Ligue Awami, qui protesteraient contre des résultats électoraux qui leur seraient défavorables.



Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur notre site





Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

